

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 20 septembre 2018

Le vingt septembre deux mille dix huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 14 septembre 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET -

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Nathalie BRITES à Mme Christine DURAND - Mme Sylvie GENIN-LOMIER à Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Céline MOSCA - M. David BUISSON à M. Jérôme MERLE - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures, et constate que le quorum est atteint : 25 élus municipaux sont présents, et 7 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Brigitte GALLO a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 12 juillet 2018 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a prises depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Madame Florence PARVY demande des compléments d'information concernant les décisions n° 2018-033 et 2018-039. Monsieur le maire indique qu'il lui transmettra les informations demandées.

Puis, il fait part au Conseil Municipal d'un jugement du Tribunal de Grande Instance de Grenoble du 24 mai 2018 aux termes duquel la commune de Sassenage a obtenu gain de cause dans un contentieux qui l'opposait à la SARL OVAL CONSORTIUM.

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

1 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – CRÉATION DE POSTES

Jérôme MERLE,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT les conditions remplies au titre de la promotion interne,

CONSIDERANT les conditions remplies dans le cadre d'avancements de grade,

CONSIDERANT la mobilité interne des personnels;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

- Un poste d'animateur territorial à temps complet
- Un poste d'attaché territorial à temps complet
- Un poste d'agent de maîtrise à temps complet
- Un poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet
- Deux postes d'adjoint technique à temps non complet (28h43 min/semaine)
- Un poste d'adjoint technique à temps complet
- Un poste d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe à temps non complet (12h/semaine)

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires cités ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires cités ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

Le Maire de Sassenage, Christian COIGNÉ, n'a pas pris part au vote ni aux délibérations dans le dossier n°2 qui suit.

En conséquence, pour ce dossier,

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	31

**2 - DGS - SERVICE FINANCES – RÉITÉRATION DE LA GARANTIE D'EMPRUNT DE LA
COMMUNE DE SASSENAGE SUITE À LA SIGNATURE D' UN AVENANT N° 1 DE
RÉAMÉNAGEMENT D'EMPRUNT SOUSCRIT PAR ACTIS OPH DE LA REGION
GRENOBLOISE**

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 2298 du code Civil ;

CONSIDERANT que la loi de finances 2018 a bouleversé le modèle économique et social des bailleurs HLM, ce qui a eu un impact sur le budget d'exploitation 2018 d'ACTIS, l'obligeant ainsi à réduire l'ambition des objectifs du Plan Stratégique de Patrimoine ;

CONSIDERANT que l'Etat a proposé, à travers la Caisse des Dépôts et Consignations, différentes mesures d'accompagnement pour atténuer ces impacts financiers, dont l'allongement de la dette existante de 5 ou 10 ans ;

CONSIDERANT la délibération n° 18-04-06 du Conseil d'Administration d'ACTIS en date du 25 avril 2018 ayant décidé de retenir un allongement de durée de la dette de 10 ans, *ce qui génère un surcoût d'intérêts sur la durée totale du prêt et un risque de taux ;*

CONSIDERANT qu'ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE, ci-après l'emprunteur, a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières du prêt référencé en annexe à la présente délibération, initialement garanti par la commune de Sassenage, ci-après le garant ;

CONSIDERANT que les caractéristiques principales de cette mesure d'allongement sont globalement :

- 64 lignes de prêts dont deux lignes de prêt sont garanties par la commune de Sassenage ;
- capital global restant dû de 60 016 K€, soit 16 % de l'encours de la dette, dont 374 428,85 euros sont garantis par la commune de Sassenage ;
- indexation des lignes du Prêt Réaménagées à taux révisable sur le taux du Livret A en vigueur à la date du réaménagement (indication = taux du Livret A au 29 juin 2018 = 0,75 %) ;
- durée d'allongement de la durée de remboursement de la dette = 10 ans, *ce qui porte la durée totale de remboursement de 21 ans (initiale) à 31 ans (réaménagée).*

CONSIDERANT le courrier d'ACTIS du 9 août 2018 de demande de réitération de la garantie de la commune de Sassenage pour le remboursement des lignes n° 1296520 et n° 1092527 ci-annexées du prêt, réaménagées par l'avenant n° 81745 à l'emprunt souscrit initialement par ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE REITERER la garantie de la commune de Sassenage pour le remboursement des deux lignes du prêt réaménagées, initialement contractée par l'emprunteur ACTIS auprès de la

Caisse des Dépôts et Consignations, avec *un allongement de la durée de la dette de 10 (dix) ans correspondant aux conditions référencées à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » à la présente délibération ;*

D'AUTORISER Jérôme Merle, premier adjoint, à signer tous les documents se rapportant à cette garantie d'emprunt,

DE RAPPELER que le montant total garanti des deux lignes du prêt réaménagées s'élève à 374 428,85 euros (trois cent soixante-quatorze mille quatre cent vingt-huit euros et quatre-vingt-cinq centimes d'euros) sur une durée totale de 31 ans (trente et un ans).

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

3 - DGS – SERVICE FINANCES – BUDGET PRINCIPAL – CRÉANCES ADMISES EN NON VALEUR

Jeanine ANTOINE,

VU le code général des collectivités territoriales;

VU l'état détaillé des non valeurs en date du 24 juillet 2018 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Madame la Trésorière Principale de Fontaine nous informe qu'elle n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris dans l'état annexé en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses.

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non-valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 4 884,43 €.

Cette dépense sera réalisée au budget 2018 sur le compte budgétaire FIN/6541/MAIRIFIN.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

4 - DGS – SERVICE FINANCES – BUDGET PRINCIPAL – CRÉANCES ÉTEINTES
--

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales;

VU l'état des créances éteintes en date du 24 juillet 2018 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Madame la Trésorière Principale de Fontaine nous informe qu'elle n'a pu procéder au recouvrement des créances inscrites dans l'état annexé pour un montant de 15 835,50 €.

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en créance éteinte.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en créance éteinte pour un montant de 15 835,50 €.

Cette dépense sera réalisée au budget 2018 sur le compte budgétaire FIN/6542/MAIRIFIN.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

5 - DGS - SERVICE FINANCES – DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET PRINCIPAL
--

Jérôme MERLE,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 20 septembre 2018;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2018-02 ci-dessous, pour le budget principal :

DECISION MODIFICATIVE N°2- BUDGET PRINCIPAL 2018			
FONCTIONNEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
TOTAL FONCTIONNEMENT	0 €	0 €	
INVESTISSEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
FIN/021/ONV/01 CHAP 020 - Dépenses imprévues	-20 000 €	0 €	Destiné au chapitre 21: Travaux raccordement fibre CCAS
TOTAL CHAPITRE 020	-20 000 €	0 €	
INFOR/2051/MAIRIFIN/020 CHAP 20 - Concessions et droits similaires	5 000 €	0 €	Migration infrastructure téléphonie imputée initialement en 2183
TOTAL CHAPITRE 20	5 000 €	0 €	
BETVOI/21533/CCAS/520 CHAP 21 - Installations de réseaux câblés	20 000 €	0 €	Travaux raccordement fibre CCAS (initialement prévu sur le budget du CCAS)
INFOR/2183/MAIRIFIN/020 CHAP 21 - Matériel de bureau et matériel informatique	-5 000 €	0 €	Migration infrastructure téléphonie à imputer au compte 2051
TOTAL CHAPITRE 21	15 000 €	0 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	0 €	0 €	
TOTAL GENERAL	0 €	0 €	

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2018-02 ci-dessus, pour le budget principal.

**6 - DGS - SERVICE FINANCES – VENTE DU VÉHICULE IMMATRICULÉ 170 CJC 38
RENAULT TRAFIC DE LA FLOTTE AUTOMOBILE DE LA COMMUNE**

M'hamed BENHAROUA,

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2211-1, à savoir que les biens n'appartenant pas au domaine public relèvent du domaine privé ;

VU le code général des collectivités territoriales et son article L.2241-1 qui indique que le conseil municipal est compétent pour décider de l'opération qu'il autorise par délibération sur la vente de véhicules communaux ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-21 7° permettant au maire de passer dans les mêmes formes les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons ou legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT qu'il convient d'optimiser le parc automobile de la ville au regard de l'utilisation des véhicules ;

CONSIDERANT que le prix de vente convenu est de 7800 euros (sept mille huit cent euros);

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à céder le véhicule immatriculé 170 CJC 38, à le sortir de l'inventaire de la flotte automobile de la commune de Sassenage, et à signer les papiers de vente ainsi que tous les documents afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à céder le véhicule immatriculé 170 CJC 38, à le sortir de l'inventaire de la flotte automobile de la commune de Sassenage, et à signer les papiers de vente ainsi que tous les documents afférents.

7 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – DÉNOMINATION DES VOIES PRIVÉES QUI DESSERVIRONT LES LOGEMENTS DES OPÉRATIONS « LE DOMAINE DE BEAUREVOIR » ET LES « ALLÉES DU PARC ».

Jean Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 141-1 du code de la voirie routière ;

VU ensemble les articles L. 2212-1 et 2, et l'article L. 2213-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire n° 6 du 3 janvier 1962 portant sur les conditions de dénomination des rues et places publiques

VU l'article 5 du décret n°94 1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles;

CONSIDERANT l'opération immobilière dénommée le « Domaine de Beaurevoir », portée par la SAFILAF et en cours de réalisation sur le site du château de Beaurevoir, sur les Côtes de Sassenage.

CONSIDERANT qu'une autre opération, dénommée « Les Allées du Parc » est en projet dans le prolongement de celle en cours, sur le même tènement foncier.

CONSIDERANT la nécessité d'établir un adressage cohérent de l'ensemble des logements à venir, il convient de dénommer les voies privées qui les desserviront;

RAPPELLE les propositions exprimées par l'assistant au maître d'ouvrage, la société Perform'Habitat, d'appeler ces infrastructures : « Allée de la Forêt », pour la voie principale, « Allée des Fauvettes », « Allée des Piverts », « Allée des Mésanges » et « Allée des Tourterelles » pour les antennes secondaires. Un plan de localisation des différentes dénominations a été établi.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les dénominations des voies citées précédemment : « Allée de la Forêt », pour la voie principale, « Allée des Fauvettes », « Allée des Piverts », « Allée des Mésanges » et « Allée des Tourterelles » pour les antennes secondaires, le tout conformément au plan de localisation des voiries élaboré.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les dénominations des voies citées précédemment : « Allée de la Forêt », pour la voie principale, « Allée des Fauvettes », « Allée des Piverts », « Allée des Mésanges » et « Allée des Tourterelles » pour les antennes secondaires, le tout conformément au plan de localisation des voiries élaboré.

<p>8 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – MISE EN PLACE D'UNE ZONE DE CIRCULATION RESTREINTE POUR LES VÉHICULES DE TRANSPORT DE MARCHANDISES – AVIS</p>

Christian COIGNÉ,

VU le projet d'arrêté établi par Grenoble Alpes Métropole et les communes de Grenoble, Bresson, St Egreve, St Martin d'Hères, St Martin le Vinoux, la Tronche, Poisat, Eybens, Echirolles et Pont de Claix visant à la mise en place d'une zone de circulation restreinte pour les véhicules de transport de marchandises,

VU le décret n°2016-847 relatif aux zones à circulation restreinte,

CONSIDERANT l'étude transmise par Grenoble Alpes Métropole présentant et explicitant les mesures de restriction et leur bénéfice attendu en termes d'amélioration de la qualité de l'air et la diminution de la pollution atmosphérique, comporte des biais et des insuffisances trop importantes.

CONSIDERANT la contribution significative du trafic routier évalué par ATMO Auvergne Rhône Alpes dans les émissions de polluant et notamment le dioxyde d'azote et les particules fines, le long des axes routiers majeurs que sont l'A480 et l'échangeur du Rondeau

RAPPELLE que l'objectif de cette ZCR est d'améliorer de manière significative la qualité de l'air et de diminuer l'exposition de la population la plus exposée à la pollution atmosphérique.

RAPPELLE que les communes de la rive gauche du Drac s'inscrivent elles aussi complètement dans les attendus du Plan Air Energie Climat et notamment les objectifs 2020/2030 de réduction des gaz à effet de serre.

RAPPELLE EN OUTRE la démarche commune et conjointe des 6 communes de Fontaine, Sassenage, Seyssins, Seyssinet-Pariset, Noyarey et Veurey-Voroize qui ont déjà saisi le président de la Métropole par un courrier commun le 27 mars 2018 afin d'affirmer leur souhait de voir au plus vite élargi ce périmètre de ZCR dans un souci de protection du cadre de vie des habitants de la rive gauche du Drac ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

- **D’AFFIRMER** l’attachement de la commune de Sassenage à la qualité de vie de ses habitants et à la protection des Sassenageois des conséquences de la pollution atmosphérique,
- **DE S’INSCRIRE dans une démarche commune** au niveau de la rive gauche du Drac avec les communes de Noyarey, Veurey-Voroize, Seyssins, Fontaine, Seyssinet-Pariset
- **DE RENDRE un avis défavorable** sur le projet d’arrêté ci annexé, établi par Grenoble Alpes Métropole et les communes de Grenoble, Bresson, St Egreve, St Martin d’Hères, St Martin le Vinoux, la Tronche, Poisat, Eybens, Echirolles et Pont de Claix visant à la mise en place d’une zone de circulation restreinte pour les véhicules de transport de marchandises excluant Sassenage et les communes de la rive gauche du Drac
- **DE DEMANDER** au Président de la Métropole de reprendre le périmètre de la ZCR en l’élargissant au 6 communes de la rive gauche du Drac et ce, sans attendre la prochaine mandature.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M’Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D’OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA -

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D’ADOPTER ces propositions.

9 - DEAS – CCAS - APPROBATION DE LA CONVENTION D’APPLICATION 2018 DU SERVICE D’ACCUEIL ET D’INFORMATION MÉTROPOLITAIN DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL

Christian COIGNÉ,

VU l’article L5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation, article L441-1-5 ;

VU le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Grenoble-Alpes Métropole» ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), article 97 ;

VU le décret n° 2015-524 du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs ;

VU le décret n° 2015-522 du 12 mai 2015 portant diverses dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation en matière de demande de logement social ;

VU la délibération du conseil métropolitain du 18 décembre 2015 relative à la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement de Grenoble-Alpes Métropole ;

VU la délibération du conseil communautaire du 27 janvier 2012 – garanties d'emprunt au logement locatif social : évolution des principes d'intervention de la communauté d'agglomération grenobloise ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté ;

VU la délibération du conseil métropolitain du 24 mars 2017 relative à l'approbation du plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGD) ;

VU la délibération du conseil métropolitain du 6 avril 2018 relative au fonctionnement en 2018 du Service métropolitain d'accueil et d'information du demandeur de logement social ;

VU la délibération du conseil métropolitain du 6 juillet 2018 relative à la Convention Intercommunale d'Attribution : intégration des attendus réglementaires et principes de mise en œuvre opérationnelle dans le cadre de la politique Habitat de la Métropole ;

Après examen de la convention, et après en avoir délibéré, PROPOSE au Conseil municipal :

D'APPROUVER la convention d'application 2018 du service métropolitain d'accueil et d'information de la demande de logement social,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention d'application 2018 du service métropolitain d'accueil et d'information de la demande de logement social

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**10 - DEAS - SERVICE SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA
COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ULIS (UNITÉS LOCALISÉES
POUR L'INCLUSION SCOLAIRE) DE LA COMMUNE DE FONTAINE POUR L'ANNÉE
2016/2017**

Gaëlle BUREL,

VU les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire NOR : MENE1504950C n° 2015-129 du 21 août 2015 « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré » ;

CONSIDERANT que la commune de Fontaine sollicite auprès de la commune de Sassenage une participation financière pour des enfants domiciliés à Sassenage qu'elle accueille dans des ULIS de Fontaine ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2016-2017, trois enfants sassenageois étaient scolarisés dans les écoles Robespierre et Anatole France à Fontaine ;

CONSIDERANT la convention de participation financière 2016/2017 ci-annexée ;

CONSIDERANT le courrier du 16 août 2018 de la commune de Fontaine informant la commune de Sassenage que la présente convention prend en compte un trop perçu sur l'année 2015/2016, venant en déduction du montant de participation à payer au titre de l'année 2016/2017 ;

INDIQUE que le montant de la participation de la commune de Sassenage pour ces trois enfants s'élève à 3 456, 06 euros pour l'année 2016/2017, déduction faite d'un trop perçu de l'année 2015/2016 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 3 456,06 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2016-2017, pour trois enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

11 - DIRECTION VIE DE LA CITÉ – THÉÂTRE EN ROND - AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'INTERMITTENTS DU SPECTACLE VIVANT
--

Michel VENDRA,

VU les articles L3123-33 à L 3123-37 et l'article D 3123-4 du code du travail ;

VU la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi ;

VU la circulaire interministérielle N°DSS/5C/DMDTS/2009/ 252 du 05 août 2009 relative au guichet unique pour le spectacle vivant (GUSO) ;

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, modifiée par la loi n°99-198 du 18 mars 1999;

VU les articles R.7122-29 à R. 7122-39 du code du travail concernant le GUSO;

RAPPELLE à l'assemblée que dans le cadre de l'organisation des manifestations culturelles et festives annuelles, la collectivité est amenée à recruter des intermittents du spectacle et que ces recrutements doivent être obligatoirement déclarés auprès du Guichet Unique du Spectacle Occasionnel,

PROPOSE à l'assemblée de confirmer le recrutement occasionnel d'intermittents du spectacle.

Pour chacun d'entre eux, il continuera à être passé un contrat entre la mairie (employeur) et les intermittents. Les cotisations sociales continueront à être déclarées et payées via le dispositif du GUSO.

CONSIDERANT qu'en l'absence de dispositions spécifiques, les employeurs relevant du GUSO doivent faire bénéficier leur(s) salarié(s) des dispositions de l'une des deux conventions collectives du spectacle mentionné à l'article L. 7121-7-1 du code du travail, à savoir la CCNEAC (Convention Collective Nationale des Entreprises Artistiques et Culturelles) ou la CCNESPVS (Convention Collective Nationale des Entreprises du Secteur Privé du Spectacle Vivant) ;

PROPOSE au conseil municipal, après en avoir délibéré,

DE CONFIRMER le recrutement d'intermittents du spectacle par la commune de Sassenage pour l'organisation des programmations culturelles et festives annuelles, notamment au Théâtre en Rond,

D'AUTORISER Monsieur le Maire, Christian COIGNÉ, ou Michel VENDRA, adjoint délégué à la culture, à effectuer les démarches légales auprès du Guichet Unique du Spectacle (GUSO), et notamment à signer les contrats artistiques avec des intermittents du spectacle.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Questions diverses :


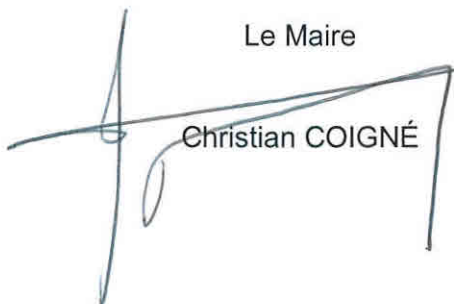
Le groupe « Agir pour Sassenage » pose cinq questions au Maire, qui y répond.

La séance est close à 19 heures et 50 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le mardi 25 septembre 2018

Le Maire
Christian COIGNÉ



Affichage le : 25 SEP. 2018

n°63

